

A Toulouse, l'étoffe des gilets jaunes s'épaissit - « Notre nombre, c'est notre force... »

mercredi 9 janvier 2019, par [RIONDE Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2019).

Les gilets jaunes toulousains ont tenu leur troisième assemblée générale dimanche 6 janvier. Dans la ville qui s'affirme comme une place forte de la fronde, le mouvement se structure et veut s'élargir jusqu'à Commercy, dans la Meuse où l'appel à une coordination nationale a été lancé.

Toulouse, de notre correspondant. - C'est dimanche, il fait un froid de gueux et la veille, dans les rues du centre-ville, tout le monde a eu droit à sa ration hebdomadaire de gaz lacrymogène. Mais ils sont quand même autour de trois cents à se presser sur le parking d'une base de loisirs excentrée et difficile d'accès dans le nord de la ville. Troisième du genre, l'Assemblée générale des gilets jaunes toulousains est moins fournie que les précédentes, où l'on a pu compter jusqu'à 1 000 personnes. L'horizon reste toutefois le même : s'organiser mieux et agir plus, pour contraindre les politiques à « nous écouter ».

Un petit barnum a été disposé, où l'on peut s'inscrire pour les prises de parole et consigner des propositions écrites dans un cahier dédié. Sur la scène, Hugo et Claire sont le « binôme d'animation » du jour. Sur un écran dressé, apparaît sporadiquement la synthèse écrite des échanges. Le temps de parole est limité à deux minutes par personne et « on va veiller à respecter l'égalité homme-femme dans la mesure du possible », promet Claire au micro. Les décisions se prennent au vote à main levée.

Avant d'aborder « l'actualité sociale et les luites en cours » et d'ouvrir un « temps libre d'expression », l'organisation du mouvement et le rôle des commissions occupent une bonne partie des échanges. Les questions de légitimité, de représentation, de validation collective, toujours très sensibles, sont débattues. La tonalité générale est bienveillante mais l'attention éparpillée.

Les prises de parole se succèdent dans un léger brouhaha de fond. Des petits groupes échangent, un peu à l'écart ou derrière la scène. « C'est vrai qu'il y a une difficulté à être mobilisés et attentifs tous ensemble, admet en souriant Laurent. Petit à petit, on avance vers la démocratie directe mais on part de loin. Cela nous montre tout simplement que beaucoup des personnes présentes ne sont pas habituées à ce type d'assemblée ni aux pratiques associatives. Si c'était un mouvement de bobos, on n'aurait pas ce problème, c'est sûr... En attendant, se félicite-t-il, le centralisme démocratique n'a pas sa place ici. »

Pour Cilia, 25 ans, éducatrice spécialisée fraîchement diplômée, précaire qui s'est « politisée au moment de la loi travail » et a suivi le mouvement Nuit debout en 2016, « le mouvement rassemble des gens qui essaient de trouver leurs marques. Ça nécessite beaucoup de débats, et de chercher des consensus ». Avant de rejoindre l'AG, elle a défilé en fin de matinée à Toulouse avec les femmes

gilets jaunes, « entre 500 et 800 personnes », selon elle. « Il y a une crainte de la récupération politique dans le mouvement, témoigne-t-elle. On sait que des groupes essaient de faire pencher la balance de leur côté mais les combats se font en interne et pas forcément en visibilité. »

En l'occurrence, après presque deux mois d'existence, les gilets jaunes toulousains proposent un profil assez nettement progressiste, bien loin en tout cas des « fâcheux fachos fâchés » rapidement épinglés au début du mouvement. Dans un document qui circule, estampillé « Gilets jaunes Occitanie », le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) et une « Assemblée citoyenne pour écrire la constitution de la VI^e République » sont présentés comme des leviers permettant d'agir sur les enjeux de « démocratie », de « pouvoir d'achat » et d'« écologie ».

Un autre portant « quelques propositions sur la structuration » invite les militants à être « souples comme le roseau : on bouge mais on revient là d'où nous venons. Vifs comme l'abeille : piquons là où ça fait mal mais on en parle avec la ruche. Intelligents comme l'éléphant : nous sommes une masse, mais une masse qui pense, qui se réunit et qui se souvient ». Et quand Guy, très colère, prend la parole pour évoquer la Sécurité sociale, son créateur oublié Ambroise Croizat, la défense d'« un système de remboursement à 100 % » et l'urgence « d'aller démonter ces putains de parking payants au CHU de Purpan ! », il recueille des applaudissements nourris.

Car au-delà des divergences d'approches sur le pouvoir des AG et des commissions (débat renvoyé à la prochaine AG), et des éventuelles tensions politiques, l'action demeure le ciment le plus solide du mouvement. Le 13 janvier se profile le début d'« un blocage de l'économie, national et illimité ». Quadragénaire au visage fin, « plus à l'aise avec les SMS qu'avec internet », Christophe explique : « On va arrêter les camions. Cette action, elle a vu le jour pour passer à la vitesse supérieure. Si on tient une semaine, on aura ce qu'on veut. Arrêter les camions, ça permet de bloquer l'économie, ça va faire bouger Macron et tous les autres qui sont déconnectés comme c'est plus possible... »

Les gilets jaunes de Nîmes, Montpellier, Carcassonne, Narbonne, Perpignan, Tarbes, sont dans la boucle. « On essaie de se parler et de se coordonner à l'échelle régionale », confie-t-il. Et « une interpellation des directions syndicales » en vue de construire « une grève générale reconductible » est prévue dans la semaine, en amont du 13.



Sur la place du Capitole, à Toulouse, le samedi 5 janvier lors de l'acte 8 des gilets jaunes. © MR

Se rassembler, élargir la base. Ce dimanche, parmi les militantes et militants, dont certains viennent d'Ariège, du Gers ou de l'Aveyron, l'idée d'une union plus large fait son chemin. Le principe de la participation à l'appel de Commercy, ville de la Meuse où des gilets jaunes ont lancé en décembre deux appels [\[1\]](#) à créer une coordination nationale des assemblées, est voté par l'AG toulousaine.

L'agenda propre du mouvement y prime clairement sur celui du personnel politique et médiatique : aucun mot entendu sur l'arrestation d'Éric Drouet et les sorties de Jean-Luc Mélenchon avouant sa « fascination » pour un personnage que nul, à Toulouse, ne considère comme un représentant plus légitime qu'un autre. Ici, ce petit « buzz » médiatique a fait pschitt.

En revanche, la défiance vis-à-vis de la presse est la même : à l'issue d'un vote assez net, une équipe

de France 3 s'est vu dimanche refuser de prendre des images. La veille lors de l'acte 8, des journalistes du même média avaient été pris à partie verbalement et avec virulence, dans les rues de Toulouse. Mais lorsqu'en fin d'AG, Didier, journaliste « chômeur et bientôt retraité », prend la parole pour inviter les militants à soutenir les journalistes face aux patrons et entreprises de presse, il est largement applaudi.

Un peu plus tôt, Gaby, de la commission communication, avait, lui, suscité quelques ricanements en évoquant la possibilité de « demander un barnum à la mairie » pour installer une permanence dans Toulouse. Samedi matin, sur RTL, le maire de la ville Jean-Luc Moudenc a invité les gilets jaunes à lui « demander de mettre à disposition des salles pour formaliser des cahiers de revendications plutôt que de se réunir le samedi dans la rue (...) Il est temps que ce mouvement change sa méthode et amène des propositions pour peser dans le grand débat national qui va démarrer bientôt et doit être un moment de démocratie », a proposé l'édile, excédé par les violences qui ont ponctué les « actes » successifs du mouvement depuis le 1^{er} décembre.

Samedi soir, la préfecture a fait état de 22 interpellations pour « des faits de dégradations sur l'espace public » et des « violences à l'encontre des forces de l'ordre ». Environ 4 000 personnes s'étaient retrouvées à Toulouse pour cet acte 8 où la police a une nouvelle fois fait très largement usage de gaz lacrymogènes et procédé à des interventions musclées, comme nous avons pu le constater.

Le lendemain, durant l'AG, les violences policières sont huées et une minute de silence est observée pour « les blessés et les décédés ». Un ex-militaire, « invalide à 80 % », rappelle que « les policiers ont le droit de déposer les armes » et propose d'apprendre comment « enlever une matraque à un flic en trois secondes ». « J'ai fait 18 ans d'armée », tonne-t-il. Le petit moment « viriliste power » de la journée, dit en souriant une militante ariégeoise pas franchement convaincue, mais bienveillante. Dans son fauteuil roulant, Odile résume : « Notre nombre, c'est notre force... »

EMMANUEL RIONDÉ

P.-S.

• MEDIAPART. 8 JANVIER 2019 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/080119/toulouse-l-etoffe-des-gilets-jaunes-s-epaissit>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Notes

[1] Voir sur ESSF (auteur.e 17714), [Gilets jaunes de Commercy](#).